

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

## Projet de loi n° 107

Loi portant réforme au Code civil du Québec  
du droit des successions

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....



PRÉSENTÉ PAR

M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la Justice

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet de réformer le droit des successions et d'ajouter au Code civil du Québec le livre troisième traitant des successions.*

*Le titre premier de ce livre détermine les circonstances de l'ouverture d'une succession et établit les qualités requises pour succéder.*

*Le titre deuxième qui traite des droits successoraux comprend deux chapitres. Le premier porte sur la saisine et ses effets sur la transmission de biens, tandis que le second concerne le droit d'option de l'héritier; il énonce les règles relatives à la délibération, à l'acceptation pure et simple, à l'acceptation sous bénéfice d'inventaire et à la renonciation.*

*Le titre troisième qui établit les règles de la dévolution légale est divisé en cinq chapitres. Le premier chapitre détermine la vocation successorale. Le deuxième porte sur la parenté et fixe les notions de degré, de génération et de ligne, directe ou collatérale, ascendante ou descendante. Le troisième chapitre définit la représentation, détermine quand elle a lieu et en précise les effets. Le quatrième chapitre désigne les successibles et établit l'ordre dans lequel ils viennent à la succession alors que le cinquième traite de la dévolution à l'État.*

*Le titre quatrième, divisé en six chapitres, traite successivement de la nature du testament, de la capacité requise pour tester, des formes de testament, des dispositions testamentaires, de la révocation des testaments et de la preuve et de la vérification des testaments.*

*Le titre cinquième, qui comprend quatre chapitres, énonce les règles relatives à la liquidation successorale: l'un traite de l'objet de la liquidation et de la séparation des patrimoines, le deuxième porte sur le liquidateur de la succession et établit les règles concernant la désignation, la charge et les fonctions du liquidateur, le troisième porte sur le paiement des dettes et des legs particuliers et contient les règles relatives à l'époque, au mode et à la responsabilité du paiement. Un dernier chapitre régit la fin de la liquidation et fixe les règles de la reddition de compte.*

*Le titre sixième, divisé en cinq chapitres, contient les règles du partage. On y traite du droit au partage et à l'indivision, on établit les modalités du partage, on énonce les règles à suivre pour la composition des lots, les attributions préférentielles et la remise des titres et on détermine l'obligation de rapporter les dons, les legs et les dettes, la façon de rapporter et les effets du rapport. Deux derniers chapitres portent sur les effets du partage et la garantie des copartageants ainsi que sur la nullité du partage.*



## **Projet de Loi n° 107**

Loi portant réforme au Code civil du Québec  
du droit des successions

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### **ARTICLE PREMIER**

Il est ajouté au Code civil du Québec, institué par le chapitre 39 des lois de 1980, après l'article 659 qui termine le Livre deuxième « De la famille », un Livre troisième qui se lit comme suit:

### **« LIVRE TROISIÈME**

#### **DES SUCCESSIONS**

#### **TITRE PREMIER**

##### **DE L'OUVERTURE DES SUCCESSIONS ET DES QUALITÉS REQUISES POUR SUCCÉDER**

#### **CHAPITRE PREMIER**

##### **DE L'OUVERTURE DES SUCCESSIONS**

**660.** La succession d'une personne s'ouvre par son décès, au lieu de son domicile.

Elle est dévolue suivant les prescriptions de la loi, à moins que le défunt n'ait, par des dispositions testamentaires, réglé autrement la dévolution de ses biens. La donation à cause de mort y compris l'institution contractuelle est, à cet égard, une disposition testamentaire.

**661.** La loi ne considère ni l'origine, ni la nature des biens pour en régler la succession.

Tous ensemble, ils ne forment qu'une seule succession qui est dévolue suivant la loi ou suivant les volontés du défunt.

**662.** Lorsqu'il se trouve, dans une succession dévolue suivant la loi ou par testament notarié, des biens situés hors du Québec ou des créances contre des personnes qui n'y résident pas, on peut, en la manière prévue au Code de procédure civile, obtenir des lettres de vérification.

**663.** Si une personne, appelée à la succession d'une autre, décède sans qu'il soit possible d'établir qu'elle lui a survécu, cette personne est réputée codécédée et elle est écartée de la succession.

## CHAPITRE DEUXIÈME

### DES QUALITÉS REQUISES POUR SUCCÉDER ET RECEVOIR UN LEGS PARTICULIER

**664.** Peuvent succéder la personne humaine qui existe au moment de l'ouverture de la succession ainsi que l'absent et l'enfant conçu mais non encore né, s'il naît vivant et viable.

L'État peut aussi succéder.

**665.** Les personnes morales et de mainmorte peuvent recevoir par testament dans la limite des biens qu'elles peuvent posséder.

Le fiduciaire le peut si le legs est destiné à une personne bénéficiaire d'une fiducie ou s'il sert à l'accomplissement d'une fin prévue par la fiducie.

**666.** Sont héritiers depuis l'ouverture de la succession le successeur à qui est dévolu la succession ab intestat et le légataire universel ou à titre universel, pour autant qu'ils acceptent la succession.

**667.** Dans le cas d'un legs sous condition, d'une substitution ou d'une fiducie, il suffit que la personne qui reçoit ait les qualités requises pour succéder lorsque la condition se réalise ou que la disposition produit effet à son profit.

**668.** Est inhabile de plein droit à succéder:

1° celui qui a été déclaré coupable d'avoir attenté à la vie du défunt;

2° celui qui s'est vu retirer l'autorité parentale sur son enfant, à l'égard de la succession de ce dernier, lorsque l'enfant a été dispensé de l'obligation alimentaire envers lui.

**669.** Peut être déclaré indigne de succéder:

1° celui qui a exercé des sévices ou commis un délit grave envers le défunt;

2° celui qui a recelé, altéré ou détruit de mauvaise foi le testament du défunt;

3° celui qui a gêné le testateur dans la rédaction, la modification ou la révocation de son testament;

4° celui qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'a pas dénoncé à la justice.

**670.** Un héritier n'est pas inhabile de plein droit et ne peut être déclaré indigne si le défunt, alors qu'il connaissait la cause d'incapacité ou d'indignité et l'identité de l'héritier, l'a néanmoins avantageé ou n'a pas modifié la libéralité à lui faite alors qu'il aurait pu le faire.

**671.** Tout successible peut, dans l'année à compter de l'ouverture de la succession ou de la connaissance d'une cause d'indignité, demander au tribunal de déclarer l'indignité d'un héritier.

**672.** L'époux de bonne foi succède à son conjoint lorsque le mariage est annulé après le décès, à moins qu'il n'ait lui-même formé la demande ou que le tribunal, en prononçant la nullité, ne statue autrement suivant les circonstances.

**673.** Pour recevoir un legs particulier, un légataire particulier doit avoir les mêmes qualités que celles qui sont requises d'un héritier.

**674.** Une personne est toujours en droit de faire reconnaître sa qualité d'héritier dans les sept ans à compter de l'ouverture de la succession à laquelle elle prétend avoir droit.

## TITRE DEUXIÈME

### DES DROITS SUCCESSORAU

#### CHAPITRE PREMIER

##### DE LA SAISINE ET DE SES EFFETS SUR LA TRANSMISSION DES BIENS

**675.** L'héritier et le légataire particulier sont, par le décès du défunt ou par l'événement qui donne effet à un legs, saisis des droits et obligations du défunt sur les biens laissés ou légués, sous réserve des dispositions relatives à la liquidation successorale.

**676.** En cas de pluralité d'héritiers, la succession demeure indivise tant que la liquidation de la succession n'a pas eu lieu.

Cette indivision est régie par les dispositions du Livre quatrième sauf les règles spéciales à la liquidation et au partage des successions.

**677.** L'héritier apparent est tenu de restituer à l'héritier véritable ce qu'il a reçu de la succession.

S'il ne peut remettre le bien, il est tenu de restituer le prix qu'il a retiré de son aliénation ou le bien acquis en remploi.

**678.** L'héritier apparent de mauvaise foi peut être tenu de restituer à l'héritier véritable la valeur, au jour du jugement, des biens aliénés en outre des dommages-intérêts.

**679.** L'héritier apparent fait les fruits siens s'il est de bonne foi; il doit les rendre à compter du décès s'il est de mauvaise foi.

**680.** Les actes d'administration de l'héritier apparent au profit d'un tiers de bonne foi sont opposables à l'héritier véritable.

**681.** Les actes d'aliénation à titre onéreux de l'héritier apparent au profit d'un tiers de bonne foi sont opposables à l'héritier véritable. Il en est de même des actes à titre gratuit sous réserve des règles relatives à la prescription.

**682.** Celui qui est inhabile ou déclaré indigne de succéder est, s'il a reçu un bien de la succession, réputé héritier apparent de mauvaise foi.



## CHAPITRE DEUXIÈME

## DU DROIT D'OPTER

## SECTION I

## DE LA DÉLIBÉRATION ET DE L'OPTION

**683.** Tout successible a le droit d'accepter la succession ou d'y renoncer.

L'option est indivisible.

**684.** Le successible a six mois pour délibérer et exercer son option à compter du jour où la succession lui est dévolue; pendant cette période, il ne peut être condamné à titre d'héritier à moins qu'il n'ait accepté la succession.

**685.** La succession peut être acceptée purement et simplement ou sous bénéfice d'inventaire.

L'acceptation rend irrévocable la transmission qui s'est opérée de plein droit au moment du décès.

**686.** Le successible peut accepter la succession sous bénéfice d'inventaire ou y renoncer, pourvu qu'il n'ait pas fait d'acte qui emporte une acceptation pure et simple ou qu'il n'existe pas contre lui de jugement passé en force de chose jugée qui le condamne à titre d'héritier pur et simple.

**687.** Le successible qui connaît sa qualité et n'accepte pas sous bénéfice d'inventaire ou ne renonce pas dans le délai de délibération est réputé avoir accepté purement et simplement à moins que le tribunal n'ait prolongé ce délai.

S'il ignorait sa qualité, le successible peut être contraint de prendre option dans le délai fixé par le tribunal.

**688.** Si le successible accepte sous bénéfice d'inventaire ou renonce dans le délai de délibération, les frais légitimement engagés jusqu'à cette époque sont à la charge de la succession.

**689.** Si un successible décède avant d'avoir exercé son option, ses héritiers ont, à compter du décès de leur auteur, un nouveau délai de trois mois pour délibérer et opter.

L'option d'un héritier du successible vaut pour sa part uniquement.

**690.** Le légataire particulier ne peut qu'accepter purement et simplement ou renoncer. Toutefois, si le testament impose des dettes et charges dont l'étendue est incertaine, le légataire particulier peut accepter sous bénéfice d'inventaire.

**691.** Une personne peut faire annuler son option pour l'une des causes de nullité des contrats notamment s'il est découvert un testament dont elle ignorait l'existence au moment de l'option.

## SECTION II

### DE L'ACCEPTATION PURE ET SIMPLE

**692.** L'acceptation pure et simple est expresse ou tacite.

**693.** La cession, à titre gratuit ou onéreux, qu'une personne fait de ses droits dans la succession emporte acceptation.

Il en est ainsi de la renonciation au profit d'un ou de plusieurs cohéritiers, même si elle est à titre gratuit ou de la renonciation à titre onéreux, même au profit de tous les cohéritiers indistinctement.

**694.** Le successible qui a diverti ou recelé un bien de la succession ou qui a omis de mauvaise foi de le comprendre dans l'inventaire est réputé héritier pur et simple malgré toute renonciation ou acceptation sous bénéfice d'inventaire, antérieure ou subséquente.

**695.** Les actes purement conservatoires, de surveillance et d'administration provisoire, notamment le paiement des frais funéraires et de dernière maladie, n'emportent pas par eux seuls acceptation de la succession.

Il en est ainsi de l'acte rendu nécessaire par des circonstances exceptionnelles accompli par le successible dans l'intérêt de la succession.

**696.** Le partage des décorations, diplômes, vêtements et papiers personnels du défunt n'emporte pas acceptation s'il est fait avec l'accord de tous les héritiers.

**697.** Le successible qui a accepté la transmission en sa faveur d'un lot de cimetière ou d'un tombeau de famille n'est pas réputé avoir accepté la succession.

**698.** S'il existe dans la succession des biens de nature périssable, le successible peut, avant qu'un liquidateur ne soit désigné, les aliéner de gré à gré sans qu'on puisse en inférer une acceptation de sa part.

Il peut aliéner les biens meubles dispendieux à conserver en suivant les règles du Code de procédure civile.

### SECTION III

#### DE L'ACCEPTATION SOUS BÉNÉFICE D'INVENTAIRE

**699.** L'acceptation sous bénéfice d'inventaire doit être expresse. Elle se fait par acte notarié en minute.

**700.** À moins qu'il ne soit fait par le liquidateur de la succession, l'héritier bénéficiaire est tenu de faire inventaire dans les deux mois de son acceptation ou dans un autre délai fixé par le tribunal; autrement, il est réputé avoir accepté purement et simplement.

**701.** La succession dévolue à une personne en tutelle ou en curatelle ne peut être acceptée par le tuteur ou le curateur que sous bénéfice d'inventaire; néanmoins, si la succession est notoirement solvable ou insolvable, le tuteur ou le curateur peut l'accepter purement et simplement ou y renoncer s'il y est autorisé par le conseil de tutelle.

**702.** L'héritier qui accepte sous bénéfice d'inventaire n'est pas exclu par celui qui offre de se porter héritier pur et simple.

**703.** L'héritier bénéficiaire peut en tout temps renoncer, même tacitement, au bénéfice d'inventaire pour devenir héritier pur et simple.

**704.** L'acceptation sous bénéfice d'inventaire donne à l'héritier le droit de n'être tenu du paiement des dettes de la succession que sur les biens qu'il recueille et, pendant la liquidation, de ne pas confondre ses biens personnels avec ceux de la succession ainsi que de conserver contre elle le droit de réclamer le paiement de ses créances.

Le légataire particulier qui accepte sous bénéfice d'inventaire a les mêmes droits.

**705.** L'héritier est déchu du bénéfice d'inventaire si, avant l'inventaire, il confond les biens de la succession avec ses biens personnels, sauf si ces biens étaient déjà confondus avant le décès, notamment au cas de cohabitation.

## SECTION IV

## DE LA RENONCIATION

**706.** La renonciation doit être expresse. Elle se fait par acte notarié en minute ou par une déclaration judiciaire dont il est donné acte.

**707.** Celui qui renonce est réputé n'avoir jamais été héritier; la succession est dévolue comme s'il n'avait jamais existé.

**708.** Le successible qui a renoncé à la succession conserve, dans les sept ans depuis l'ouverture, la faculté de l'accepter si elle n'a pas déjà été acceptée par un autre qui y a droit.

L'acceptation se fait alors par acte notarié en minute ou par une déclaration judiciaire dont il est donné acte.

L'héritier prend la succession dans l'état où elle se trouve alors et sans préjudice des droits acquis par des tiers sur les biens de la succession.

**709.** Le successible qui, demeuré inconnu, n'a ni accepté ni renoncé dans les sept ans de l'ouverture de la succession est réputé y avoir renoncé.

**710.** Le créancier de celui qui renonce au préjudice de ses droits peut, dans l'année à compter de la renonciation, se faire autoriser par le tribunal à accepter la succession aux lieu et place de son débiteur.

Cette acceptation n'a d'effet qu'en faveur du créancier qui l'a demandée et jusqu'à concurrence du montant de sa créance. Elle ne vaut pas au profit de celui qui a renoncé.

## TITRE TROISIÈME

## DE LA DÉVOLUTION LÉGALE DES SUCCESSIONS

## CHAPITRE PREMIER

## DE LA VOCATION SUCCESSORALE

**711.** À moins que des dispositions testamentaires ne prévoient autrement, la succession est dévolue au conjoint survivant, aux parents et, à défaut, à l'État dans l'ordre et suivant les règles du présent titre.

**712.** La vocation successorale du conjoint survivant n'est pas subordonnée à la renonciation à ses droits et avantages matrimoniaux.

## CHAPITRE DEUXIÈME

### DE LA PARENTÉ

**713.** La parenté est fondée sur les liens du sang ou de l'adoption.

**714.** La proximité de parenté s'établit par le nombre de générations; chaque génération forme un degré. La suite des degrés forme la ligne directe ou collatérale.

**715.** La ligne directe est la suite des degrés entre personnes qui descendent l'une de l'autre.

On compte alors autant de degrés qu'il y a de générations entre l'héritier et le défunt.

**716.** La ligne directe descendante est celle qui lie la personne avec ses descendants; la ligne directe ascendante est celle qui lie la personne avec ses auteurs.

**717.** La ligne collatérale est la suite des degrés entre personnes qui ne descendent pas les unes des autres mais d'un auteur commun.

En ligne collatérale, on compte autant de degrés qu'il y a de générations entre l'héritier et l'auteur commun puis entre ce dernier et le défunt.

## CHAPITRE TROISIÈME

### DE LA REPRÉSENTATION

**718.** La représentation est une fiction de la loi dont l'effet est de faire entrer le représentant dans la place, le degré et les droits du représenté.

**719.** La représentation a lieu à l'infini dans la ligne directe descendante.

Elle est admise, soit que les enfants du défunt concourent avec les descendants d'un enfant prédécédé, soit que tous les enfants du défunt étant décédés ou indignes, leurs descendants se trouvent entre eux en degrés égaux ou inégaux.

**720.** La représentation n'a pas lieu en faveur des ascendants.

**721.** En ligne collatérale, la représentation a lieu en faveur des descendants des frères et soeurs du défunt, soit qu'ils concourent avec eux, soit que tous les frères et soeurs du défunt étant décédés ou indignes, leurs descendants se trouvent entre eux en degrés égaux ou inégaux.

**722.** La représentation a lieu lorsque le représenté est prédécédé, codécédé ou indigne.

**723.** On ne représente pas celui qui a renoncé à la succession, mais on peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé.

**724.** Dans tous les cas où la représentation est admise, le partage s'opère par souches.

Si une même souche a plusieurs branches, la subdivision se fait aussi par souches dans chaque branche, et les membres de la même branche partagent entre eux par tête.

## CHAPITRE QUATRIÈME

### DE LA DÉSIGNATION DES SUCCESSIBLES

#### SECTION I

##### DE LA DÉVOLUTION AU CONJOINT

##### SURVIVANT ET AUX DESCENDANTS

**725.** Si le défunt laisse un conjoint et des descendants, la succession leur est dévolue. Le conjoint recueille un tiers et les descendants les deux autres tiers.

**726.** À défaut de conjoint, la succession est dévolue pour le tout aux descendants.

**727.** Si les descendants qui succèdent sont tous au même degré et appelés de leur chef, ils partagent par égales portions et par tête.

S'il y a représentation, ils partagent par souches.

## SECTION II

DE LA DÉVOLUTION AU CONJOINT SURVIVANT ET  
AUX ASCENDANTS OU COLLATÉRAUX PRIVILÉGIÉS

**728.** Sont des ascendants privilégiés, les père et mère du défunt.

Sont des collatéraux privilégiés, les frères et soeurs du défunt ainsi que leurs descendants.

**729.** À défaut de descendants et d'ascendants ou collatéraux privilégiés, la succession est dévolue pour le tout au conjoint survivant.

**730.** À défaut de descendants, la succession est dévolue au conjoint survivant pour deux tiers et aux ascendants privilégiés pour l'autre tiers.

**731.** À défaut de descendants et d'ascendants privilégiés, la succession est dévolue au conjoint survivant pour deux tiers et aux collatéraux privilégiés pour l'autre tiers.

**732.** À défaut de descendants et de conjoint survivant, la succession est dévolue aux ascendants privilégiés pour moitié et aux collatéraux privilégiés pour l'autre moitié.

À défaut d'ascendants privilégiés, les collatéraux privilégiés succèdent pour la totalité.

À défaut de collatéraux privilégiés, les ascendants privilégiés succèdent pour la totalité.

**733.** Lorsque les ascendants privilégiés succèdent, ils partagent par égales portions.

Si l'un d'eux seulement succède, il recueille aussi la part qui aurait été dévolue à l'autre.

**734.** Lorsque les collatéraux privilégiés qui succèdent sont tous du même lit, ils partagent par égales portions ou par souches, le cas échéant.

S'ils sont de lits différents, la part qui leur revient est divisée pour moitié entre les lignes paternelle et maternelle du défunt; les germains prennent part dans les deux lignes et les utérins ou consanguins dans leur ligne seulement.

S'il n'y a de collatéraux privilégiés que dans une ligne, ils succèdent pour le tout, à l'exclusion de tous les autres ascendants et collatéraux ordinaires de l'autre ligne.

### SECTION III

#### DE LA DÉVOLUTION AUX ASCENDANTS ET COLLATÉRAUX ORDINAIRES

**735.** Les ascendants et collatéraux ordinaires ne sont appelés à la succession qu'à défaut de conjoint, de descendants et d'ascendants ou collatéraux privilégiés du défunt.

**736.** Entre eux, la succession est dévolue pour moitié aux ascendants et pour moitié aux collatéraux.

À défaut d'ascendants, les collatéraux succèdent pour la totalité.

À défaut de collatéraux, les ascendants succèdent pour la totalité.

**737.** La part dévolue aux ascendants ordinaires du défunt, se divise par moitié entre les lignes paternelle et maternelle.

L'ascendant qui se trouve au degré le plus proche recueille la part attribuée à sa ligne à l'exclusion de tous les autres; s'ils sont plusieurs au même degré, dans la même ligne, ils succèdent par tête.

**738.** La part dévolue aux collatéraux ordinaires du défunt se divise par moitié entre les lignes paternelle et maternelle.

Le collatéral qui se trouve au degré le plus proche recueille la part attribuée à sa ligne à l'exclusion de tous les autres; s'ils sont plusieurs au même degré, dans la même ligne, ils succèdent par tête.

**739.** À défaut de parents au degré successible dans une ligne, les parents de l'autre ligne succèdent pour le tout.

**740.** Les parents au-delà du septième degré ne succèdent pas.

### CHAPITRE CINQUIÈME

#### DE LA DÉVOLUTION À L'ÉTAT

**741.** L'État recueille la succession lorsque tous les autres successibles ont renoncé à la succession ou qu'aucun autre successible n'est connu ou ne la réclame.

Il peut aussi recevoir par testament; il ne peut être exhéredé.



**742.** La saisine de l'État, à l'égard d'une succession qui lui est dévolue, est exercée par le curateur public jusqu'à ce qu'il se soit écoulé sept années depuis l'ouverture.

Tant qu'ils demeurent confiés à l'administration du curateur public, les biens de la succession ne sont pas confondus avec les biens de l'État.

**743.** Sous réserve des lois relatives à la curatelle publique et sans autre formalité, le curateur public agit comme liquidateur de la succession. Il est tenu de faire inventaire et de donner avis de la dévolution à la *Gazette officielle du Québec*.

**744.** L'État n'est tenu aux dettes et charges de la succession ou d'un legs qu'à concurrence de l'émolument.

**745.** À la fin de la liquidation, le curateur public rend compte au ministre des Finances.

Il donne avis de la liquidation à la *Gazette officielle du Québec* et il indique le reliquat de la succession et le délai, qui ne peut être moindre que de sept ans depuis l'ouverture de la succession, pendant lequel tout autre successible peut faire valoir ses droits héritiers.

**746.** Après la reddition de compte, le curateur public devient chargé pour l'État de la simple administration des biens de la succession.

Il le demeure jusqu'à ce qu'un héritier se présente pour réclamer la succession ou qu'il se soit écoulé sept ans depuis son ouverture ou encore, si une action en pétition d'hérédité a été signifiée au curateur public pendant ce délai, jusqu'à ce que l'action soit jugée.

**747.** L'héritier qui réclame la succession la reprend dans l'état où elle se trouve sauf son droit de réclamer des dommages-intérêts si les formalités de la loi n'ont pas été suivies.

## TITRE QUATRIÈME

### DES TESTAMENTS

#### CHAPITRE PREMIER

##### DE LA NATURE DU TESTAMENT

**748.** Toute personne ayant la capacité requise, peut par testament, régler autrement que ne le fait la loi la transmission à cause de mort de tout ou partie de ses biens.

**749.** Le testament est un acte juridique, unilatéral, révocable, établi selon l'une des formes prévues par la loi, au moyen duquel le testateur dispose par libéralité de tout ou partie de ses biens pour n'avoir effet qu'à son décès.

Il ne peut être fait dans le même acte par deux ou plusieurs personnes.

**750.** Le testament peut ne contenir que des dispositions relatives à la liquidation successorale ou à la révocation de dispositions testamentaires antérieures.

**751.** Personne ne peut, même par contrat de mariage, si ce n'est dans les limites prévues par l'article 823 du Code civil du Bas Canada, abdiquer sa faculté de tester, de disposer à cause de mort ou de révoquer ses dispositions testamentaires.

## CHAPITRE DEUXIÈME

### DE LA CAPACITÉ REQUISE POUR TESTER

**752.** La capacité du testateur se considère au temps de son testament.

**753.** Le mineur, même émancipé par son tuteur ou par le tribunal, ne peut tester d'aucune partie de ses biens si ce n'est de choses modiques; cependant, le mineur émancipé par mariage peut tester.

**754.** Le testament d'un majeur, postérieur à sa mise en tutelle, peut être confirmé ou non d'après la nature de ses dispositions et les circonstances qui entourent sa confection.

**755.** Le majeur en curatelle ne peut tester. Le majeur pourvu d'un conseiller peut tester sans être assisté.

**756.** Les tuteurs, curateurs ou conseillers ne peuvent tester pour ceux qu'ils représentent ou assistent, ni seuls ni conjointement avec ces derniers.

## CHAPITRE TROISIÈME

## DES FORMES DU TESTAMENT

## SECTION I

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**757.** On ne peut tester que par testament notarié, olographe ou devant témoins.

**758.** Les formalités auxquelles les divers testaments sont assujettis doivent être observées, à peine de nullité absolue.

Néanmoins, le testament fait sous une forme et nul pour inobservation de quelque formalité obligatoire vaut comme testament fait sous une autre forme, s'il satisfait aux conditions requises pour cette dernière.

**759.** Le testament qui serait nul pour inobservation d'une formalité obligatoire peut néanmoins valoir comme testament si le tribunal est convaincu, après avoir entendu les intéressés, que l'écrit contient, de façon certaine et non-équivoque, les dernières volontés du défunt.

**760.** Personne ne peut soumettre la validité du testament qu'il fera à des formalités que la loi ne prévoit pas.

**761.** Personne ne peut exclure son héritier de sa succession, si l'acte qui contient l'exclusion n'est revêtu des formes d'un testament.

## SECTION II

## DU TESTAMENT NOTARIÉ

**762.** Le testament notarié est reçu en minute par un notaire, assisté d'un témoin. Il doit être signé par le testateur, le notaire et le témoin en présence les uns des autres et après lecture.

**763.** Le testament notarié est lu par le notaire au testateur seul ou, au choix du testateur, en présence d'un témoin. Une fois la lecture faite, le testateur doit déclarer en présence d'un témoin que l'acte lu contient l'expression de ses dernières volontés.

**764.** Les formalités du testament notarié sont présumées avoir été accomplies, même s'il n'en est pas fait mention expresse, sous réserve des dispositions de la Loi sur le notariat et des formalités spéciales à certains testaments.

En cas de formalités spéciales, mention doit être faite dans l'acte de leur accomplissement et de leur cause.

**765.** Le testament notarié de celui qui est incapable de signer contient la déclaration du testateur qu'il ne peut signer. Cette déclaration est également lue par le notaire au testateur en présence de deux témoins et elle supplée à l'absence de signature.

**766.** Dans le cas du testament notarié de l'aveugle, la lecture en est faite par le notaire au testateur en présence de deux témoins.

Le testament contient la déclaration du notaire qu'il en a fait la lecture en présence des témoins et cette déclaration est également lue.

**767.** Dans le cas du testament notarié du sourd ou du sourd-muet, le testateur fait lui-même la lecture de son testament en présence du notaire seul ou, à son choix, du notaire et d'un témoin. La lecture est faite à haute voix quant à celui qui est sourd seulement.

Le testament contient la déclaration du testateur qu'il a lu son testament en présence du notaire et, le cas échéant, du témoin.

Cette déclaration est également lue par le notaire au testateur en présence du témoin dans le cas d'un sourd-muet ou par le sourd, à haute voix, en présence du notaire et du témoin.

**768.** La personne qui ne peut s'exprimer de vive voix doit, si elle veut faire un testament notarié, instruire par écrit le notaire de ses volontés.

**769.** Le témoin appelé à assister au testament notarié doit y être nommé et désigné.

Tout majeur peut assister comme témoin au testament notarié à l'exception des employés du notaire instrumentant autres qu'un notaire.

**770.** Le testament notarié ne peut être reçu par un notaire conjoint, parent ou allié du testateur, ni en ligne directe, ni en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclusivement.

**771.** Le notaire qui reçoit un testament peut y être désigné comme liquidateur à condition de ne pas être rémunéré pour cette charge.

## SECTION III

## DU TESTAMENT OLOGRAPHE

**772.** Le testament olographe doit être écrit en entier de la main du testateur et signé par lui.

Il n'est assujetti à aucune autre forme.

**773.** Le testament écrit par un procédé mécanique n'est point valable comme testament olographe.

## SECTION IV

## DU TESTAMENT DEVANT TÉMOINS

**774.** Le testament devant témoins est écrit à la main ou par un procédé mécanique par le testateur ou par un tiers.

En présence de deux témoins, le testateur déclare ensuite que le document qu'il présente et dont il n'a pas à divulguer le contenu est son testament. Il le signe à la fin de son nom ou de sa marque ou, s'il l'a signé précédemment, il reconnaît et confirme sa signature; il peut aussi le faire signer par un tiers pour lui, en sa présence et suivant ses instructions.

Les témoins signent aussitôt le testament en présence du testateur.

**775.** Lorsque le testament est écrit par un tiers ou par un procédé mécanique, le testateur et les témoins doivent, de plus, parapher ou signer chaque page de l'acte qui ne porte pas leur signature.

**776.** On suit, pour la qualité des témoins, les mêmes règles que pour le testament notarié.

**777.** La personne qui ne sait ou ne peut lire ne peut faire un testament devant témoins.

**778.** La personne qui ne peut parler, mais peut écrire, peut faire un testament devant témoins, à la condition d'écrire de sa main, en présence des témoins, que l'écrit qu'elle présente est son testament.

## CHAPITRE QUATRIÈME

## DES DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES

## SECTION I

## DES DIVERSES ESPÈCES DE LEGS

**779.** La disposition qu'une personne fait de ses biens par testament constitue un legs universel, à titre universel ou à titre particulier.

**780.** Le legs universel est celui qui donne à une ou à plusieurs personnes vocation à recueillir la totalité de la succession.

**781.** Le legs à titre universel est celui qui donne à une ou à plusieurs personnes vocation à recueillir :

1° soit la propriété d'une quote-part de la succession ou de l'universalité ou d'une quote-part des immeubles ou des meubles ;

2° soit l'usufruit de la totalité ou d'une quote-part de la succession ou de l'universalité ou d'une quote-part des immeubles ou des meubles.

**782.** Tout autre legs est à titre particulier.

**783.** L'exception de choses particulières, quels qu'en soient le nombre et la valeur, n'enlève pas son caractère au legs universel ou à titre universel.

**784.** Les biens que le testateur laisse sans en avoir disposé ou au sujet desquels les dispositions sont privées d'effet demeurent dans sa succession ab intestat et sont dévolus aux successibles désignés par la loi.

**785.** Les dispositions testamentaires faites, soit sous le nom d'institution d'héritier, de don ou de legs, soit sous toute autre dénomination propre à manifester la volonté du testateur, produisent leurs effets suivant les règles établies en ce chapitre pour les legs universels, à titre universel ou à titre particulier.

## SECTION II

## DE L'EFFET DES LEGS

**786.** Les fruits de la chose léguée courent au profit du légataire à compter de l'ouverture de la succession ou du moment où la disposition produit effet.

**787.** La chose léguée est délivrée avec ses accessoires dans l'état où elle se trouve au décès du testateur.

Il en est de même, lorsque des valeurs mobilières sont léguées, des droits qui y sont attachés s'ils n'ont pas encore été exercés.

**788.** Dans le cas de legs d'un immeuble, l'immeuble accessoire, contigu ou annexe, qui a été acquis par le testateur depuis la signature du testament est présumé être compris dans le legs, s'il compose un tout avec l'immeuble légué.

Pareillement, le legs d'un fonds de commerce est présumé inclure les exploitations acquises ou créées depuis la signature du testament et qui composent, au décès, une unité économique avec le fonds légué.

**789.** Lorsque le paiement du legs est soumis à un terme, le légataire a néanmoins un droit acquis dès le décès du testateur et transmissible à ses propres héritiers.

Il en est de même lorsque le legs est fait sous condition, sauf l'effet attaché à la réalisation de la condition ou le caractère purement personnel de celle-ci.

**790.** La représentation a lieu dans les successions testamentaires de la même manière que dans les successions ab intestat, à moins qu'elle ne soit exclue par le testateur, expressément ou par l'effet des dispositions du testament.

Cependant, il n'y a pas de représentation en matière de legs particulier sauf disposition contraire du testateur.

## SECTION III

## DE LA CADUCITÉ ET DE LA NULLITÉ DES LEGS

**791.** Le legs est caduc lorsque le légataire n'a pas survécu au testateur sauf s'il y a lieu à représentation.

Il est aussi caduc lorsque le légataire le répudie ou est inhabile à le recueillir ou lorsqu'il décède avant l'accomplissement de la con-

dition suspensive dont ce legs est assorti si la réalisation de la condition est liée à la personne du légataire.

**792.** Le legs est également caduc si la chose léguée a totalement péri du vivant du testateur ou avant l'ouverture du legs fait sous condition suspensive.

Si la perte de la chose survient au décès du testateur ou à l'ouverture du legs, l'indemnité d'assurance qui n'a pas été versée à l'assuré est substituée à la chose détruite.

**793.** Lorsqu'un legs chargé d'un autre legs devient caduc pour une cause qui se rattache au légataire, le legs imposé comme charge n'en devient pas pour cela caduc si la charge est réelle.

Il est alors réputé former une disposition distincte, à la charge de l'héritier ou du légataire qui recueille ce qui faisait l'objet du legs atteint de caducité.

**794.** Le legs fait au liquidateur et qui n'a que sa rémunération pour cause est caduc si le liquidateur n'accepte pas la charge.

Il en est de même du legs rémunératoire en faveur de la personne que le testateur nomme tutrice à un enfant mineur.

**795.** Le legs rémunératoire est résolu lorsque le liquidateur ou le tuteur cesse d'occuper sa charge; toutefois, dans ce cas, il a droit à une rémunération proportionnelle à la valeur du legs et au temps pendant lequel il a occupé la charge.

**796.** Il y a accroissement au profit des légataires particuliers lorsque la chose leur est léguée conjointement et qu'il y a caducité à l'égard de l'un d'eux.

**797.** Le legs est présumé fait conjointement lorsqu'il est fait par une seule et même disposition et que le testateur n'a pas assigné la part de chacun des colégataires dans la chose léguée.

L'indication de quote-parts égales dans le partage de la chose léguée par disposition conjointe n'empêche pas l'accroissement.

**798.** Le legs est encore présumé fait conjointement lorsque toute la chose a été léguée par le même acte à plusieurs personnes séparément.

**799.** La condition impossible ou contraire à l'ordre public est réputée non écrite.



**800.** La clause pénale ayant pour but d'empêcher l'héritier ou le légataire particulier de contester la validité de tout ou partie du testament est réputée non écrite.

Il en est de même de l'exhérédation si elle prend la forme d'une clause pénale visant le même but.

**801.** La disposition testamentaire limitant, au cas de remariage, les droits du conjoint survivant est sans effet.

Toutefois, le testateur peut stipuler que le conjoint survivant aura, pendant viduité seulement, une pension ou une rente, les revenus d'une fiducie, l'usufruit ou le droit d'usage ou d'habitation d'un bien.

**802.** Dans le testament notarié, le legs fait au notaire, à l'un de ses parents au premier degré, à son conjoint ou au témoin est sans effet, mais laisse subsister les autres dispositions du testament. Il en est ainsi même s'il se trouve des témoins en surnombre.

**803.** Dans un testament notarié, le legs fait en faveur du liquidateur désigné ou du fiduciaire, pour la partie qui excède sa rémunération, est sans effet lorsqu'ils agissent comme témoin.

**804.** Dans le testament devant témoins, le legs fait aux témoins, même en surnombre, est sans effet mais laisse subsister les autres dispositions du testament.

**805.** Le legs de la chose d'autrui est sans effet, sauf s'il apparaît que l'intention du testateur était d'obliger l'héritier ou le légataire à procurer au légataire la chose léguée.

**806.** Si l'exécution d'une charge devient trop onéreuse pour le légataire, le tribunal peut, après avoir entendu les intéressés, la modifier ou la révoquer, en tenant compte de la valeur du legs, de l'intention du testateur et des circonstances.

## CHAPITRE CINQUIÈME

### DE LA RÉVOCATION DU TESTAMENT OU D'UN LEGS

**807.** La révocation du testament ou d'un legs est expresse ou tacite.

**808.** La révocation expresse est faite par un testament postérieur portant explicitement déclaration du changement de volonté.

La révocation ne cesse pas d'être expresse même si elle ne vise pas spécialement l'acte révoqué.

**809.** Le testament qui en révoque un autre peut être fait dans une forme qui diffère de celle du testament révoqué.

**810.** La destruction, la lacération ou la rature du testament olographe ou devant témoins emporte révocation à moins qu'il ne soit établi qu'elle n'a pas été faite délibérément par le testateur ou sur son ordre.

Il en va de même de la destruction ou de la perte du testament connue du testateur quand il était en mesure de le remplacer.

**811.** La révocation tacite résulte pareillement de toute disposition testamentaire nouvelle dans la mesure où elle est incompatible avec une disposition antérieure.

Cette révocation conserve tout son effet quoique la disposition nouvelle devienne caduque.

**812.** L'aliénation volontaire ou forcée de la chose léguée, même faite sous condition résolutoire, sous condition suspensive ou par échange, emporte aussi révocation pour tout ce qui a été aliéné, sauf disposition contraire.

La révocation subsiste encore que la chose aliénée soit rentrée dans le patrimoine du testateur, sauf preuve d'une intention contraire.

L'aliénation forcée de la chose léguée, si elle est annulée, n'emporte pas révocation.

**813.** La révocation d'une révocation antérieure, expresse ou tacite, n'a pas pour effet de faire revivre la disposition primitive, à moins que le testateur n'ait manifesté une intention contraire ou que cette intention ne résulte des circonstances.

## CHAPITRE SIXIÈME

### DE LA PREUVE ET DE LA VÉRIFICATION DES TESTAMENTS

**814.** Le testament olographe ou devant témoins est vérifié, à la demande de tout intéressé, en la manière prescrite au Code de procédure civile.

Il n'est pas nécessaire que l'héritier ou le légataire particulier soit appelé à la vérification du testament, à moins qu'il n'en soit ainsi ordonné par le tribunal.

**815.** Il appartient à celui qui se prévaut d'un testament olographe ou devant témoins déjà vérifié d'en prouver l'existence et le contenu.

**816.** À l'exception du testament notarié, la preuve testimoniale d'un testament est admise, s'il ne peut être produit, soit qu'il ait été perdu ou détruit, soit qu'il se trouve en la possession d'un tiers, sans collusion de celui qui veut s'en prévaloir.

**817.** Le testament qui n'est pas produit ne peut être vérifié; il doit être reconstitué à la suite d'une action à laquelle les successibles, les héritiers et légataires particuliers ont été appelés et la preuve de son contenu doit être certaine et non équivoque.

## TITRE CINQUIÈME

### DE LA LIQUIDATION DE LA SUCCESSION

## CHAPITRE PREMIER

### DE L'OBJET DE LA LIQUIDATION ET DE LA SÉPARATION DES PATRIMOINES

**818.** La liquidation de la succession ab intestat ou testamentaire consiste à identifier et à appeler les successibles, à déterminer le contenu de la succession, à recouvrer les créances, à payer les dettes, les charges et les legs particuliers en tenant compte du rapport des dons et des legs et à proposer, le cas échéant, le partage et à faire la délivrance des biens.

**819.** Le liquidateur exerce, à compter de l'ouverture de la succession et pendant le temps nécessaire à la liquidation, la saisine des héritiers et des légataires particuliers.

Il peut même revendiquer les biens contre eux.

**820.** Le testateur peut modifier la saisine du liquidateur, ses droits, pouvoirs et obligations et pourvoir de toute autre manière à la liquidation de sa succession ou à l'exécution de son testament. Toutefois, la clause qui aurait pour effet de restreindre les droits ou pouvoirs du liquidateur de façon à empêcher un acte nécessaire à la liquidation est réputée non écrite.

**821.** Les biens de la succession sont employés au paiement des créanciers du défunt et de la succession et au paiement des légataires particuliers, de préférence à tout créancier de l'héritier.

Ce n'est qu'en cas d'acceptation pure et simple et d'insuffisance de ces biens que ceux de l'héritier sont aussi affectés au paiement des créanciers, mais alors seulement après le paiement des créanciers de chaque héritier dont la créance est née avant l'ouverture de la succession.

Les créanciers de l'héritier dont la créance est née après l'ouverture de la succession sont payés concurremment avec les créanciers impayés de la succession.

**822.** La séparation entre le patrimoine du défunt et celui de l'héritier a lieu de plein droit tant que la succession n'a pas été liquidée.

Elle a effet à l'égard des créanciers tant du défunt et de la succession que de ceux de l'héritier.

**823.** La séparation des patrimoines a aussi lieu à l'encontre des créanciers du légataire particulier dans le cas de réduction de son legs.

## CHAPITRE DEUXIÈME

### DU LIQUIDATEUR DE LA SUCCESSION

#### SECTION I

##### DE LA DÉSIGNATION ET DE LA CHARGE DU LIQUIDATEUR

**824.** Toute personne majeure capable de l'exercice des droits civils ou la personne morale autorisée par la loi peut être liquidateur.

**825.** La qualité de liquidateur appartient de plein droit à l'héritier à moins que le testateur n'ait désigné un liquidateur et que celui-ci ait accepté la charge.

Lorsque plusieurs héritiers ont qualité, ils peuvent désigner, à la majorité, le liquidateur.

**826.** Nul n'est tenu d'accepter la charge de liquidateur d'une succession à moins qu'il ne soit héritier.

**827.** Le testateur peut désigner un ou plusieurs liquidateurs; il peut aussi pourvoir au mode de leur remplacement.

La personne qu'il désigne pour exécuter un testament ou administrer sa succession est aussi un liquidateur.

**828.** Lorsque plusieurs personnes exercent ensemble les fonctions de liquidateur, elles doivent agir de concert, sauf disposition contraire des héritiers, du testateur ou du tribunal.

Si l'un des liquidateurs ne peut agir ou est empêché, les autres peuvent agir seuls pour les actes conservatoires et ceux qui demandent célérité.

**829.** Le tribunal peut, à la demande d'un intéressé, désigner un liquidateur lorsque les héritiers ne s'entendent pas entre eux pour le faire ou si, pour quelque raison, il est impossible de pourvoir à la nomination ou au remplacement du liquidateur.

**830.** Le liquidateur a droit au remboursement des dépenses nécessaires à la liquidation.

Il a droit à une rémunération s'il n'est pas héritier; s'il l'est, il peut être rémunéré si le testament y pourvoit ou si les héritiers en conviennent.

Si la rémunération n'a pas été fixée par le testateur, elle l'est par les héritiers ou, en cas de désaccord entre les intéressés, par le tribunal.

**831.** Le liquidateur n'est pas tenu de fournir une sûreté ou une assurance de responsabilité à moins que la majorité des héritiers ne l'exige ou que le tribunal ne l'ordonne, à la demande d'un intéressé qui établit la nécessité d'une telle mesure.

**832.** Le liquidateur qui, requis de fournir une sûreté ou une assurance de responsabilité, omet ou refuse de le faire, dans le délai prescrit par les héritiers ou le tribunal, perd qualité.

**833.** Toute personne intéressée peut demander le remplacement du liquidateur qui ne peut exercer sa charge, qui néglige ses devoirs ou qui ne respecte pas ses obligations.

**834.** Pendant l'instance, le liquidateur continue à exercer sa charge, à moins que le tribunal n'en décide autrement et ne désigne un liquidateur provisoire.

**835.** Tout intéressé peut, si le liquidateur n'est pas désigné ou s'il doit être remplacé, s'adresser au tribunal pour faire apposer les scellés, dresser inventaire, nommer provisoirement un liquidateur ou rendre toute autre ordonnance propre à assurer la conservation de ses droits. Ces mesures profitent à tous les intéressés mais ne créent entre eux aucune préférence.

Les frais d'inventaire et de scellés sont à la charge de la succession.

## SECTION II

### DES FONCTIONS DU LIQUIDATEUR

**836.** Le liquidateur agit à l'égard des biens de la succession à titre d'administrateur du bien d'autrui chargé de la simple administration.

**837.** Le liquidateur doit rechercher si le défunt a fait un testament.

Le cas échéant, il fait vérifier le testament, l'enregistre et prend toutes les mesures nécessaires pour l'exécuter.

**838.** Le liquidateur administre la succession. Il poursuit la réalisation des biens de la succession dans la mesure nécessaire au paiement des dettes, charges et legs particuliers. Il n'est pas tenu de payer une dette, garantie par une sûreté, dont le paiement non exigible au décès est pris en charge par un héritier ou légataire particulier.

**839.** Le liquidateur est tenu, sous peine de révocation, de faire inventaire, à moins d'en être dispensé par les héritiers ou par le testateur.

**840.** L'avis de clôture de l'inventaire est enregistré au bureau d'enregistrement du lieu d'ouverture de la succession. Il porte mention du lieu où l'inventaire peut être consulté par les intéressés.

**841.** L'inventaire peut être révisé du consentement des intéressés ou contesté en justice à la demande de l'un d'entre eux.

**842.** Le liquidateur qui aliène un bien meuble procède suivant le Code de procédure civile à moins qu'il ne s'agisse d'un bien de nature périssable ou que tous les héritiers qui ont accepté purement et simplement ne consentent à une autre forme.

**843.** Le liquidateur ne peut aliéner un immeuble qu'en cas de nécessité ou d'avantage évident sauf du consentement de tous les héritiers qui ont accepté purement et simplement.

Il procède suivant le Code de procédure civile à moins que ces héritiers ne consentent à une autre forme d'aliénation.

**844.** Le liquidateur ne peut aliéner un bien légué à titre particulier qu'en cas d'insuffisance des autres biens de la succession et avec l'autorisation du légataire particulier ou, à défaut, du tribunal.

**845.** En présence d'un héritier bénéficiaire, le liquidateur qui dispose d'un bien de la succession, autre qu'un bien de nature périssable, doit auparavant faire connaître par avis public la qualité de bénéficiaire.

L'avis est publié une fois à la *Gazette officielle du Québec* et une fois dans un journal circulant dans la localité où la succession s'est ouverte. L'avis indique la date de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire, le lieu, la date et le numéro d'enregistrement de l'acceptation de même que les nom et adresse du notaire qui l'a reçue.

**846.** Le liquidateur qui a une action à exercer contre la succession en donne avis au curateur public. Ce dernier agit d'office comme liquidateur ad hoc, à moins que les héritiers ou le tribunal ne désignent une autre personne.

**847.** Si la liquidation se prolonge au delà d'une année, le liquidateur doit, à la fin de la première année et par la suite au moins une fois l'an, rendre un compte annuel de gestion aux héritiers, aux créanciers et aux légataires particuliers restés impayés.

**848.** Lorsque la succession est notoirement solvable, le liquidateur peut, après s'être assuré que tous les créanciers et légataires particuliers peuvent être payés, avancer des sommes d'argent aux héritiers et légataires de sommes d'argent. Ces sommes s'imputent sur la part de ces héritiers et légataires.

## CHAPITRE TROISIÈME

### DU PAIEMENT DES DETTES ET DES LEGS PARTICULIERS

#### SECTION I

##### DES MODES DE PAIEMENT

**849.** Les créanciers peuvent poursuivre le recouvrement de leurs créances sur l'ensemble des biens de la succession tant que la succession n'a pas été liquidée.

**850.** Le paiement des legs particuliers n'est dû que sur l'actif net de la succession.

**851.** En cas d'insuffisance des biens de la succession, le liquidateur paie d'abord les créanciers, suivant l'ordre de leur préférence, et ensuite les légataires particuliers.

S'il ne peut satisfaire tous les créanciers, il les paie au prorata.

**852.** Le légataire particulier n'est tenu à l'égard des créanciers que jusqu'à concurrence des biens qu'il a reçus et seulement s'il y a insuffisance des autres biens.

**853.** Si l'actif est insuffisant pour payer toutes les dettes de la succession, le liquidateur peut aliéner un bien légué à titre particulier ou réduire les legs particuliers.

En ces cas, la dette est répartie entre les légataires particuliers au prorata de leurs legs. Ces légataires peuvent se libérer en rendant le legs ou sa valeur.

**854.** Le légataire particulier qui a payé une dette ou charge supérieure à sa part a un recours contre les autres légataires particuliers proportionnellement à la valeur de chaque legs.

**855.** Lorsque la provision prévue dans une proposition de paiement se révèle insuffisante, le créancier a un recours contre les héritiers jusqu'à concurrence de ce qu'ils ont reçu après le paiement des dettes et, au besoin, contre les légataires particuliers en proportion des legs reçus.

**856.** Si l'actif net de la succession est insuffisant pour payer tous les legs particuliers, ceux qui ont la préférence sont payés d'abord et ensuite tous les legs subissent la réduction proportionnelle; le partage se fait alors entre les autres légataires au prorata de la valeur de chaque legs.

**857.** Le legs au créancier n'est pas présumé fait en compensation de sa créance.

## SECTION II

### DE L'ÉPOQUE DU PAIEMENT

**858.** Le liquidateur ne peut payer les dettes de la succession et les legs particuliers avant l'expiration d'un délai de deux mois depuis l'enregistrement de l'inventaire ou depuis la publication de l'avis que la succession a été acceptée sous bénéfice d'inventaire.

À défaut d'inventaire ou d'avis, il ne peut payer avant l'expiration d'un délai de trois mois depuis l'acceptation de la succession à moins que tous les héritiers n'aient accepté purement et simplement.

**859.** S'il peut satisfaire tous les créanciers et légataires particuliers, le liquidateur paie les créanciers qui produisent leur réclamation au fur et à mesure qu'ils se présentent.

**860.** Si une instance est en cours, le liquidateur ne peut payer aucune dette ou legs particulier avant d'avoir dressé un état de toutes les dettes et legs particuliers et fait homologuer par le tribunal une proposition de paiement dans laquelle une provision est prévue pour acquitter un jugement éventuel.

**861.** Sauf leur recours en responsabilité contre le liquidateur, les créanciers connus qui ont été omis dans le paiement ont un recours contre les légataires payés à leur détriment et, en cas d'insuffisance des biens, contre les autres créanciers de la succession qui ont été payés, en proportion de leur créance compte tenu des causes de préférence.



Les légataires particuliers omis ont, dans les mêmes conditions, un recours contre les autres légataires particuliers.

**362.** Les créanciers et légataires particuliers qui ne se présentent qu'après les paiements régulièrement effectués n'ont d'action que sur le reliquat de la succession. Ils n'ont toutefois aucune préférence par rapport aux créanciers personnels de l'héritier.

Les créanciers ont, néanmoins, un recours contre le légataire payé à leur détriment, à moins que ce dernier n'établisse qu'ils n'ont pas été payés par leur manque de diligence, puisque les biens étaient suffisants pour payer tous les créanciers.

### SECTION III

#### DE LA RESPONSABILITÉ DU PAIEMENT

**363.** L'héritier venant seul à la succession est tenu de toutes les dettes et charges.

Lorsque la succession est dévolue à plusieurs héritiers, chacun d'eux n'est tenu au paiement des dettes et charges qu'en proportion de la part qu'il reçoit en qualité d'héritier, sous réserve des règles relatives aux dettes indivisibles.

**364.** Les héritiers sont tenus de la même manière que pour toutes autres dettes et charges de la succession, de la prestation accordée au conjoint survivant en compensation de son apport, en biens ou services, à l'enrichissement du patrimoine du défunt.

Dans la fixation de cette prestation, il est tenu compte notamment des avantages que procurent au conjoint survivant le régime matrimonial et le contrat de mariage; elle est payable au comptant ou par versements.

Cette prestation peut être payée en tout ou en partie, par l'attribution d'un droit de propriété, d'usage ou d'habitation, conformément aux articles 458 à 462.

**365.** Le testateur peut changer entre ses héritiers le mode et les proportions d'après lesquels la loi les rend responsables du paiement des dettes et charges; néanmoins, les créanciers peuvent agir personnellement ou hypothécairement contre les héritiers, lesquels ont un recours contre ceux que le testateur a chargés de l'obligation.

**366.** L'héritier pur et simple peut être contraint sur ses biens personnels pour la part des dettes et charges dont il est tenu.

L'héritier pur et simple peut toutefois limiter sa responsabilité à la valeur des biens qu'il a reçus, s'il découvre des faits nouveaux ou si un créancier se présente dont il ne pouvait connaître l'existence au moment de son acceptation, lorsque ces événements ont pour effet de modifier substantiellement l'étendue de son obligation.

Le tribunal peut rendre toute ordonnance à cet effet et fixer la limite de la responsabilité personnelle de l'héritier; notamment, il peut libérer l'héritier pour la totalité s'il délaisse tout ce qu'il a reçu de la succession.

**867.** L'héritier bénéficiaire ne peut être contraint sur ses biens personnels que jusqu'à concurrence des biens dont il se trouve reliquataire.

Il peut être également tenu sur ses biens personnels s'il est liquidateur et omet, après mise en demeure, de rendre le compte définitif.

**868.** Outre l'action personnelle qui peut être exercée contre eux, les héritiers sont encore tenus hypothécairement pour tout bien grevé d'hypothèque tombé dans leur lot, sauf leur recours contre les héritiers tenus personnellement pour leur part, suivant les règles applicables à la garantie.

**869.** Sauf stipulation contraire dans l'acte de partage, l'héritier qui a payé une portion des dettes et charges supérieure à sa part, a un recours contre ses cohéritiers pour le remboursement de ce qui excédait sa part.

Il ne peut, toutefois, exercer ce recours contre les autres cohéritiers, même en vertu de la subrogation dans les droits du créancier payé, que pour la part de la dette que chacun d'eux aurait dû personnellement supporter.

L'héritier bénéficiaire conserve néanmoins la faculté de réclamer, comme tout autre créancier, le paiement de sa créance, déduction faite de sa part.

**870.** En cas d'insolvabilité d'un cohéritier, sa part dans la dette, hypothécaire ou autre, est répartie entre tous les autres au prorata de leurs parts respectives sauf si la dette est assumée par un cohéritier.

**871.** Le légataire à titre universel de l'usufruit est tenu personnellement, envers le créancier, des dettes et charges de la succession, même des capitaux, en proportion de ce qu'il reçoit et aussi hypothécairement pour tout bien grevé tombé dans son lot, le tout comme un autre légataire à titre universel et sauf les mêmes recours.

Entre lui et le nu-propriétaire, la contribution aux dettes s'établit d'après les règles prescrites au Livre des biens.

**872.** Le légataire à titre universel de la totalité de l'usufruit est tenu pour le tout au paiement des rentes ou pensions établies par le testateur, de même qu'au paiement de l'intérêt des dettes héréditaires.

**873.** L'usufruit constitué sur la chose léguée est supporté sans recours par le légataire de la nue-propriété.

Il en est de même de la servitude qui est supportée par le légataire de la chose grevée.

**874.** Les legs particuliers sont payés par les héritiers chacun pour la part dont il est tenu comme pour la contribution aux dettes.

Si le legs est imposé en particulier à un héritier, l'action personnelle du légataire particulier ne s'étend pas aux autres.

Le testateur peut, sous quelque forme que soit le testament, assurer le droit au legs par hypothèque sur un bien de la succession qui est suffisamment identifié.

**875.** Lorsqu'un legs particulier comprend une universalité d'actif et de passif, comme une succession ou un fonds de commerce, ou que le bien légué est grevé d'hypothèque, le légataire est tenu seul et personnellement des dettes qui s'y rattachent, sauf les droits des créanciers contre les héritiers lesquels ont leur recours contre le légataire particulier.

## CHAPITRE QUATRIÈME

### DE LA FIN DE LA LIQUIDATION

**876.** La liquidation prend fin lorsque les créanciers connus et les légataires particuliers ont été payés.

Elle prend fin également lorsque l'actif est épuisé.

**877.** Le compte définitif du liquidateur a pour objet de déterminer l'actif net ou le déficit de la succession.

Il établit, le cas échéant, les provisions nécessaires pour acquitter les jugements éventuels ou pour payer une dette garantie par une sûreté et assumée par un héritier.

En outre, le liquidateur doit y joindre, s'il y a lieu au partage, une proposition à cet effet.

**878.** Le liquidateur peut, en tout temps et de l'agrément de tous les héritiers, rendre compte à l'amiable et sans formalité de justice.

Les frais de compte sont à la charge de la succession.

Si le compte ne peut être rendu à l'amiable, la reddition de compte a lieu en justice.

**879.** Après acceptation du compte final, le liquidateur est déchargé de son administration.

## TITRE SIXIÈME

### DU PARTAGE DE LA SUCCESSION

## CHAPITRE PREMIER

### DU DROIT AU PARTAGE ET À L'INDIVISION

**880.** Le partage ne peut avoir lieu ni être exigé avant la fin de la liquidation.

Toutefois, le testateur peut, pour une cause raisonnable, ordonner que le partage soit différé pendant un temps limité. Il peut aussi ordonner que le partage soit différé si les droits, pouvoirs et obligations du liquidateur doivent continuer à s'exercer à un autre titre pour parfaire l'exécution de ses volontés, notamment pour accomplir une fin ou pour assurer une délivrance postérieure des biens.

**881.** Si tous les héritiers sont d'accord, le partage se fait suivant la proposition jointe au compte définitif du liquidateur; autrement, il est fait de la manière qu'ils jugent convenable.

**882.** En cas de désaccord entre les héritiers, le partage ne peut avoir lieu que dans les conditions fixées au chapitre troisième et dans les formes requises par le Code de procédure civile.

**883.** Malgré une demande de partage, l'indivision peut être maintenue à l'égard d'une entreprise à caractère familial dont l'exploitation était assurée par le défunt ou à l'égard des parts sociales ou des valeurs mobilières liées à l'entreprise lorsque le défunt en était le principal associé ou actionnaire.

**884.** L'indivision peut aussi être maintenue à l'égard de l'immeuble servant de résidence principale de la famille ou des meubles affectés à l'usage du ménage, même dans le cas où un droit de propriété, d'usage ou d'habitation est attribué au conjoint survivant.

**885.** Le maintien de l'indivision peut être demandé au tribunal par tout héritier qui, avant le décès, participait activement à l'exploitation de l'entreprise ou habitait la résidence familiale. La demande peut aussi être faite par le tuteur à l'enfant mineur du défunt.

**886.** Lorsqu'il statue sur une demande visant à maintenir l'indivision, le tribunal prend en considération les dispositions testamentaires ainsi que les intérêts en présence et les moyens de subsistance que la famille et les héritiers retirent des biens indivis; en tout état de cause, les conventions entre associés ou actionnaires auxquelles le défunt était partie sont respectées.

**887.** À la demande d'un héritier, le tribunal peut, afin d'éviter une perte, surseoir au partage immédiat de tout ou partie des biens et maintenir l'indivision à leur égard.

**888.** Le maintien de l'indivision ne peut être accordé pour une durée supérieure à cinq ans sauf l'accord de tous les intéressés.

Il peut être renouvelé jusqu'au décès du conjoint ou jusqu'à la majorité du plus jeune enfant, lorsque le défunt laisse un enfant mineur.

**889.** Le tribunal peut ordonner le partage, lorsque les causes ayant justifié le maintien de l'indivision ont cessé ou que l'indivision est devenue intolérable ou périlleuse pour les héritiers.

**890.** Si la demande de maintien dans l'indivision ne vise qu'un bien en particulier ou un ensemble de biens, rien n'empêche le liquidateur de procéder au partage du résidu des biens de la succession. Par ailleurs, les héritiers peuvent toujours satisfaire celui qui s'oppose au maintien de l'indivision en lui payant eux-mêmes sa part ou en autorisant le liquidateur à lui attribuer, après expertise, certains autres biens de la succession.

**891.** Celui qui n'a droit qu'à la jouissance d'une part des biens indivis ne peut participer qu'à un partage provisionnel.

**892.** Une personne qui n'est pas héritière, à laquelle un héritier aurait cédé son droit à la succession, peut être écartée du partage par un cohéritier, moyennant le remboursement du prix de la cession.

**893.** L'héritier qui a diverti ou recelé un bien de la succession, notamment celui qui a omis de mauvaise foi de le comprendre dans l'inventaire, ne peut prétendre à aucune part dans ce bien.

Cette part profite aux autres héritiers.

## CHAPITRE DEUXIÈME

### DES MODALITÉS DU PARTAGE

#### SECTION I

##### DE LA COMPOSITION DES LOTS

**894.** Le partage peut comprendre tous les biens indivis ou une partie seulement de ces biens.

Le partage d'un immeuble est réputé effectué, même s'il laisse subsister des parties communes impartageables ou destinées à rester dans l'indivision.

**895.** Il est composé d'autant de lots qu'il y a d'héritiers ou de souches copartageantes si les parts sont égales.

Si les parts sont inégales, il est composé d'autant de lots qu'il est nécessaire pour permettre le tirage au sort.

**896.** Dans la composition des lots, on doit tenir compte des dispositions testamentaires, du droit de préférence du conjoint survivant, des oppositions, des demandes d'attribution par voie de préférence, des provisions de fonds pour acquitter les jugements éventuels ainsi que des intentions manifestées par certains héritiers de prendre en charge certaines dettes et de la commodité de ce mode d'attribution.

**897.** Dans la composition des lots, on évite aussi de morceler les immeubles et de diviser les entreprises.

Dans la mesure où le morcellement des immeubles et la division des entreprises peuvent être évités, chaque lot doit autant que possible être composé en totalité ou en partie, de meubles ou d'immeubles, de droits ou de créances de valeur équivalente.

L'inégalité de valeur des lots se compense par une soulte.

**898.** Les règles établies pour la composition des lots sont également observées dans la composition à faire entre les souches copartageantes.

**899.** Les intéressés peuvent convenir de l'attribution des lots; à défaut d'accord, ceux-ci sont tirés au sort.

Avant de procéder au tirage, chaque copartageant est admis à proposer sa réclamation contre leur formation.

**900.** Lorsque le liquidateur propose un partage, il doit, avant de procéder à la composition des lots, entendre les héritiers et tenir compte des dispositions testamentaires et des droits de chacun à l'égard de certains biens.

**901.** Les indivisaires qui procèdent à un partage amiable composent les lots à leur gré et décident, d'un commun accord, de leur attribution ou de leur tirage au sort.

S'ils estiment nécessaire de procéder à la vente des biens à partager ou de certains d'entre eux, ils fixent également, d'un commun accord, les modalités de la vente.

## SECTION II

### DES ATTRIBUTIONS PRÉFÉRENTIELLES ET DES CONTESTATIONS

**902.** Chaque héritier reçoit en nature sa part des biens de la succession; il peut demander qu'on lui attribue, par voie de préférence, un bien ou un lot.

**903.** Sauf les droits du conjoint survivant, lorsque plusieurs héritiers demandent qu'on leur attribue, par voie de préférence, l'immeuble qui servait de résidence au défunt, celui qui y résidait a préférence.

**904.** Malgré l'opposition ou la demande d'attribution par voie de préférence d'un autre copartageant, l'entreprise ou les parts sociales ou valeurs mobilières liées à celle-ci sont attribuées par préférence à l'héritier qui participait activement à l'exploitation de l'entreprise au temps du décès.

**905.** Si plusieurs héritiers ont le même droit de préférence et qu'il y ait contestation sur une demande d'attribution, la contestation est tranchée par le sort.

**906.** Lorsque la contestation entre les copartageants porte sur la détermination ou le paiement d'une soulte, le tribunal la détermine et il peut, au besoin, fixer les modalités de garantie et de paiement appropriées aux circonstances.

**907.** Les biens s'estiment d'après leur état et leur valeur au temps du partage.

**908.** Si certains biens ne peuvent être commodément partagés ou attribués, les intéressés peuvent décider de procéder à leur vente.

**909.** En cas de désaccord entre les intéressés, le tribunal peut, le cas échéant, désigner un expert pour estimer les biens, ordonner la vente des biens qui ne peuvent être commodément partagés ou attribués et en fixer les modalités ou encore il peut ordonner de surseoir au partage pour le temps qu'il indique.

**910.** Les créanciers de la succession et d'un héritier peuvent, pour éviter que le partage ne soit fait en fraude de leurs droits, assister au partage et y intervenir à leurs frais.

### SECTION III

#### DE LA REMISE DES TITRES

**911.** Après le partage, les titres communs à tout l'héritage sont remis à la personne choisie par les héritiers pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider les copartageants sur demande. S'il y a difficulté sur ce choix, il est tranché par le sort.

**912.** Tout héritier qui en fait la demande peut toutefois obtenir, au temps du partage et à frais communs, copie des titres des biens dans lesquels il conserve des droits.

## CHAPITRE TROISIÈME

### DES RAPPORTS

#### SECTION I

##### DU RAPPORT DES DONS ET DES LEGS

**913.** En vue du partage, chaque héritier n'est tenu de rapporter à la masse que ce qu'il a reçu du défunt, par donation ou testament, à charge expresse de rapport.

Le successible qui renonce à la succession ne doit pas le rapport.

**914.** Le représentant est tenu de rapporter, outre ce à quoi il est lui-même tenu, ce que le représenté aurait eu à rapporter, quand même il renoncerait à la succession de ce dernier.

**915.** Le rapport ne se fait qu'à la succession du donateur ou du testateur.

Il n'est dû que par le cohéritier à son cohéritier et il n'est pas dû aux légataires particuliers, ni aux créanciers de la succession.

**916.** Le rapport se fait en moins prenant.



Est sans effet la disposition imposant à l'héritier ou au légataire le rapport en nature. Toutefois, ceux-ci ont la faculté de faire le rapport en nature s'ils sont encore propriétaires du bien et s'ils ne l'ont pas grevé d'usufruit, de servitude, d'hypothèque ou d'un autre droit réel.

**917.** Les cohéritiers à qui le rapport en moins prenant est dû, prélèvent sur la masse de la succession des biens de valeur égale au montant du rapport.

Les prélèvements se font autant que possible en biens de même nature et qualité que ceux dont le rapport est dû.

Si les prélèvements ne peuvent se faire ainsi, l'héritier rapportant peut verser la valeur en argent du bien reçu ou laisser ses cohéritiers prélever d'autres biens équivalents dans la masse.

**918.** Le rapport en moins prenant peut aussi se faire en imputant à l'héritier la valeur en argent du bien reçu.

**919.** À moins d'une disposition contraire dans la donation ou le testament, l'évaluation du bien rapporté en moins prenant se fait au moment du partage, si le bien se trouve encore entre les mains de l'héritier, et à la date de l'aliénation, si le bien a été aliéné avant le partage.

Le bien légué et celui qui est resté dans la succession s'évaluent d'après leur état et leur valeur au temps du partage.

**920.** La valeur du bien rapporté en moins prenant ou en nature doit être diminuée de la plus-value acquise par le bien du fait des impenses ou de l'initiative personnelle du rapportant.

Elle est aussi diminuée du montant des impenses nécessaires, même si ces impenses n'ont entraîné aucune plus-value.

Réciproquement, la valeur est augmentée de la moins-value résultant du fait du rapportant.

**921.** L'héritier a droit de retenir le bien rapporté en nature jusqu'au remboursement des sommes qui lui sont dues pour impenses ou améliorations.

**922.** L'héritier n'est pas tenu au rapport si le bien a péri par cas fortuit et sans sa faute. Il doit néanmoins rapporter, le cas échéant, l'indemnité qui lui a été allouée à raison de la perte du bien.

**923.** Les copartageants peuvent convenir que soit rapporté en nature un bien grevé d'hypothèque ou de charge; le rapport se fait alors sans nuire au titulaire du droit; l'obligation qui en résulte est mise à la charge du rapportant dans le partage de la succession.

**924.** Les fruits du bien donné ou légué, si ce bien est rapporté en nature, ou les intérêts de la somme sujette à rapport sont aussi rapportables à compter de l'ouverture de la succession.

## SECTION II

### DU RAPPORT DES DETTES

**925.** Sauf remise prenant effet à l'ouverture de la succession, l'héritier venant au partage doit faire un rapport à la masse de toutes les sommes dont il est tenu envers le défunt, ainsi que de celles dont il est débiteur envers ses copartageants du fait de l'indivision résultant du décès.

Ces dettes sont rapportables même si elles ne sont pas échues au moment du partage.

**926.** Si le montant en capital et intérêts de la dette à rapporter excède la valeur de la part héréditaire de l'héritier tenu au rapport, l'héritier reste débiteur de l'excédent et doit en faire le paiement selon les modalités afférentes à la dette.

**927.** Si l'héritier tenu au rapport a lui-même une créance à faire valoir, encore qu'elle ne soit pas exigible au moment du partage, il y a compensation et il n'est tenu de rapporter que le solde dont il reste débiteur.

La compensation s'opère aussi si la créance excède la dette et l'héritier reste créancier de l'excédent.

**928.** Le rapport a lieu en moins prenant.

Le prélèvement effectué par les cohéritiers ou l'imputation de la somme à l'héritier est opposable aux créanciers personnels de l'héritier tenu au rapport.

**929.** Doit être rapportée la valeur de la dette en capital et intérêts au moment du partage.

La dette rapportable porte intérêt à compter du décès si elle est antérieure au décès et à compter du jour où elle est née si elle a pris naissance postérieurement au décès.

## CHAPITRE QUATRIÈME

## DES EFFETS DU PARTAGE

## SECTION I

## DE L'EFFET DÉCLARATIF DU PARTAGE

**930.** Le partage est déclaratif de propriété. Chaque copartageant est réputé avoir succédé seul et immédiatement à tous les biens compris dans son lot ou à lui échus sur licitation ou autre acte de partage total ou partiel.

Il est censé avoir eu la propriété de ces biens à compter du décès et n'avoir jamais été propriétaire des autres biens de la succession.

**931.** Tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre les copartageants constitue partage, encore qu'il soit qualifié de vente, d'échange, de transaction ou de toute autre manière.

**932.** Sous réserve des dispositions relatives à l'administration du bien d'autrui, des rapports juridiques entre un héritier et ses ayant droits et sauf le consentement des autres copartageants au cas de rapport en nature, les actes accomplis par un indivisaire ou les charges nées de son chef sur les biens qui ne lui sont pas attribués sont inopposables aux autres indivisaires qui n'y consentent pas.

**933.** Les actes valablement faits pendant l'indivision résultant du décès et ceux auxquels tous les héritiers ont consenti conservent leur effet, quel que soit, au partage, l'attributaire des biens sur lesquels ils portent.

Chaque héritier est alors réputé avoir fait l'acte qui concerne les biens qui lui sont échus.

**934.** L'effet déclaratif s'applique pareillement aux créances contre des tiers, à la cession de ces créances faite pendant l'indivision par un cohéritier et à la saisie-arrêt de ces créances pratiquée par les créanciers d'un cohéritier.

L'attribution des créances est signifiée selon les dispositions du présent Code relative à la cession de créances.

## SECTION II

## DE LA GARANTIE DES COPARTAGEANTS

**935.** Les copartageants sont respectivement garants, les uns envers les autres, des seuls troubles et évictions qui procèdent d'une cause antérieure au partage.

Néanmoins, chaque copartageant demeure garant de l'éviction causée par son fait personnel.

**936.** L'insolvabilité d'un débiteur si elle est antérieure au partage donne lieu à la garantie de la même manière que l'éviction.

**937.** La garantie n'a pas lieu si l'espèce d'éviction soufferte se trouve exceptée par une stipulation de l'acte de partage; elle cesse si c'est par sa faute que le copartageant souffre l'éviction.

**938.** Chacun des copartageants est personnellement obligé, en proportion de sa part, d'indemniser son copartageant de la perte que lui a causée l'éviction.

La perte est évaluée au jour du partage.

Si l'un des copartageants se trouve insolvable, la portion dont il est tenu doit être répartie au prorata entre le garanti et tous les copartageants solvables.

**939.** L'action en garantie se prescrit dans les trois ans qui suivent l'éviction ou la découverte du trouble.

Toutefois, l'action en garantie pour cause d'insolvabilité d'un débiteur de la succession ne peut plus être exercée s'il s'est écoulé trois ans depuis le partage.

## CHAPITRE CINQUIÈME

## DE LA NULLITÉ DU PARTAGE

**940.** Le partage, même partiel, peut être annulé pour les mêmes causes que les autres contrats.

**941.** La simple omission d'un bien indivis ne donne pas ouverture à l'action en nullité, mais seulement à un supplément à l'acte de partage.

**942.** Dans le cas où le vice dont le partage est entaché ne suffit pas à entraîner la nullité, il peut y avoir lieu à partage supplémentaire ou rectificatif.

**943.** Pour décider s'il y a eu lésion, c'est la valeur des biens au temps du partage qu'il faut considérer.

**944.** Le défendeur à une demande en nullité de partage peut, dans tous les cas, en arrêter le cours et empêcher un nouveau partage, en offrant et en fournissant au demandeur le supplément de sa part dans la succession, soit en numéraire, soit en nature. ».

#### ARTICLE SECOND

La présente loi entrera en vigueur au temps et suivant les modalités qui seront fixés dans la Loi d'application de la réforme du droit des personnes, des successions et des biens.

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Articles</i>
<b>LIVRE TROISIÈME: DES SUCCESSIONS</b>	
TITRE PREMIER: DE L'OUVERTURE DES SUCCESSIONS ET DES QUALITÉS REQUISES POUR SUCCÉDER	660-674
CHAPITRE 1: De l'ouverture des successions	660-663
CHAPITRE 2: Des qualités requises pour succéder et recevoir un legs particulier	664-674
TITRE DEUXIÈME: DES DROITS SUCCESSORAUX	675-710
CHAPITRE 1: De la saisine et de ses effets sur la transmission des biens	675-682
CHAPITRE 2: Du droit d'opter	683-710
Section I: De la délibération et de l'option	
Section II: De l'acceptation pure et simple	
Section III: De l'acceptation sous bénéfice d'inventaire	
Section IV: De la renonciation	
TITRE TROISIÈME: DE LA DÉVOLUTION LÉGALE DES SUCCESSIONS	711-747
CHAPITRE 1: De la vocation successorale	711-712
CHAPITRE 2: De la parenté	713-717
CHAPITRE 3: De la représentation	718-724
CHAPITRE 4: De la désignation des successibles	725-740
Section I: De la dévolution au conjoint survivant et aux descendants	
Section II: De la dévolution au conjoint survivant et aux descendants ou collatéraux privilegiés	
Section III: De la dévolution aux ascendants et collatéraux ordinaires	
CHAPITRE 5: De la dévolution à l'État	741-747
TITRE QUATRIÈME: DES TESTAMENTS	748-817
CHAPITRE 1: De la nature du testament	748-751
CHAPITRE 2: De la capacité requise pour tester	752-756

CHAPITRE 3: Des formes du testament	757-778
Section I: Dispositions générales	
Section II: Du testament notarié	
Section III: Du testament olographe	
Section IV: Du testament devant témoins	
CHAPITRE 4: Des dispositions testamentaires	779-806
Section I: Des diverses espèces de legs	
Section II: De l'effet des legs	
Section III: De la caducité et de la nullité des legs	
CHAPITRE 5: De la révocation du testament ou d'un legs	807-813
CHAPITRE 6: De la preuve et de la vérification des testaments	814-817
 TITRE CINQUIÈME: DE LA LIQUIDATION DE LA SUCCESSION	 818-879
CHAPITRE 1: De l'objet de la liquidation et de la séparation des patrimoines	818-823
CHAPITRE 2: Du liquidateur de la succession	824-848
Section I: De la désignation et de la charge de liquidateur	
Section II: Des fonctions du liquidateur	
CHAPITRE 3: Du paiement des dettes et des legs particuliers	849-875
Section I: Des modes de paiement	
Section II: De l'époque du paiement	
Section III: De la responsabilité du paiement	
CHAPITRE 4: De la fin de la liquidation	876-879
 TITRE SIXIÈME: DU PARTAGE DE LA SUCCESSION	 880-944
CHAPITRE 1: Du droit au partage et à l'indivision	880-893
CHAPITRE 2: Des modalités du partage	894-912
Section I: De la composition des lots	
Section II: Des attributions préférentielles et des contestations	
Section III: De la remise des titres	
CHAPITRE 3: Des rapports	913-929
Section I: Du rapport des dons et des legs	
Section II: Du rapport des dettes	
CHAPITRE 4: Des effets du partage	930-939
Section I: De l'effet déclaratif du partage	
Section II: De la garantie des copartageants	
CHAPITRE 5: De la nullité du partage	940-944